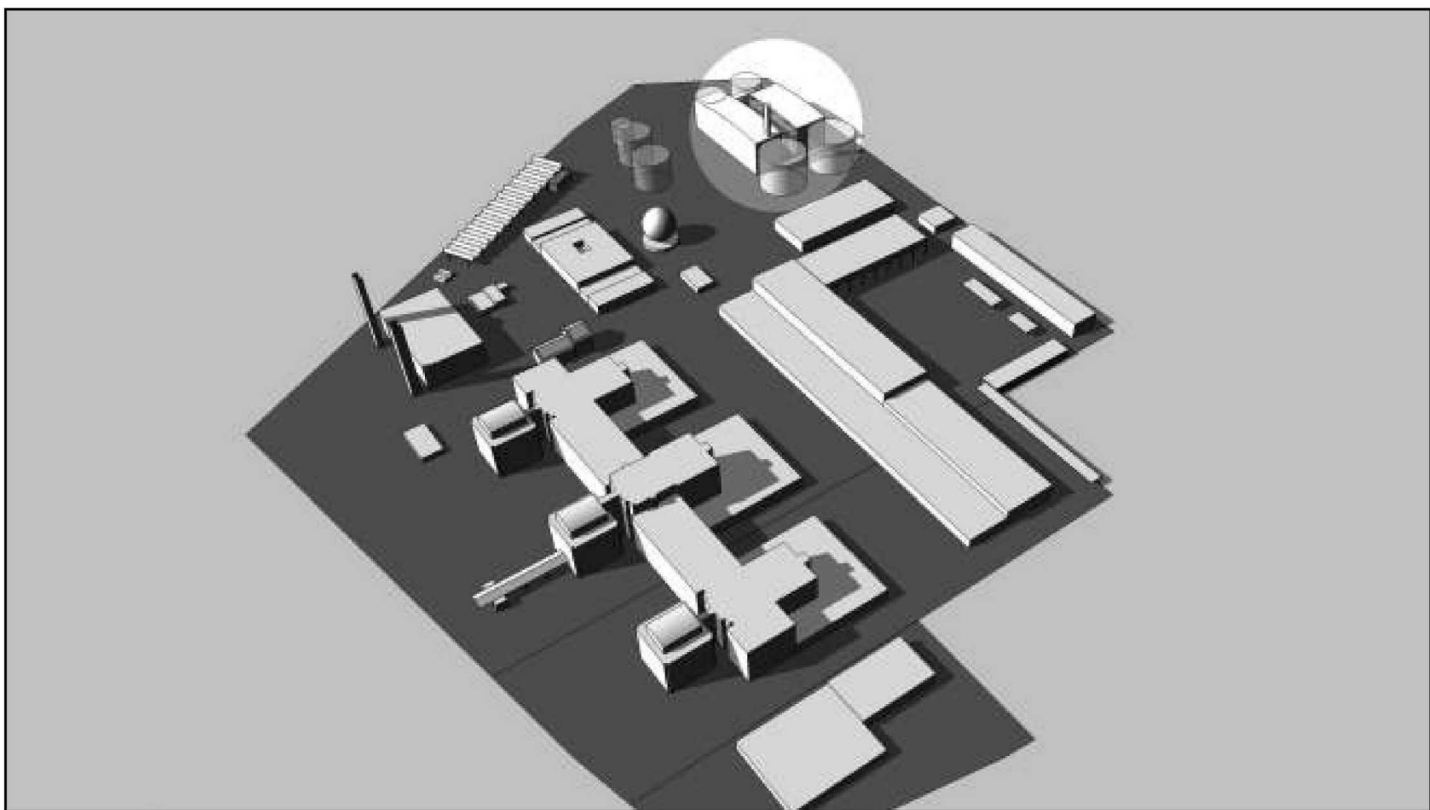


Pourquoi les SIG veulent installer une centrale chaleur-force au Lignon

ENERGIE • *La construction d'une centrale à gaz au Lignon permettrait de desservir 30 000 ménages en chaleur et de couvrir 10% des besoins en courant du canton.*



La centrale chaleur-force, qui sera implantée sur le site actuel du Lignon des SIG (en haut sur l'illustration), a fait l'objet d'un concours d'architecture dont le lauréat sera connu à la fin du mois. ILLUSTRATION SIG

PHILIPPE BACH

Un investissement de plus de 200 millions de francs. Les Services industriels genevois (SIG) aimeraient construire une centrale chaleur-force fonctionnant au gaz sur le site qu'ils occupent au Lignon (voir illustration). La requête en autorisation préalable devrait être déposée au cours du mois.

Il s'agit bien d'une centrale chaleur-force et non d'une centrale à gaz classique, précise Christian Brunier, membre de la direction des SIG. C'est-à-dire que l'installation produirait à la fois du courant – environ

280 gigawatts/heure (GWh) d'électricité par an – et de la chaleur – 175 GWh par an – pour chauffer des immeubles et couvrir les besoins en eau chaude sanitaire.

«On n'est donc pas dans le cas de centrales à gaz qui ne produisent que du courant», poursuit M. Brunier.

La différence se mesure en terme de rendement énergétique. Avec une centrale nucléaire, ce rendement n'est que de 33%, la chaleur se dissipant dans un cours d'eau ou en vapeur. Une centrale à gaz classique, à l'instar de celle qu'il est prévu d'implanter à Chavalon, a un rendement

de 55%.

Au moins 75% de rendement

Avec une centrale chaleur-force, ce rapport passe à 75%, explique Gilles Garazi, ingénieur environnement aux SIG. Théoriquement, en couplant l'installation à une pompe à chaleur, il est possible de dépasser des rendements de 100%.

Le but est de remplacer toute une série de chaudières fonctionnant au mazout au Lignon, bien sûr, mais aussi de coupler Meyrin au système. Et une interconnexion par le réseau Cadiom (chauffage par incinération des ordures ménagères) fait également

partie intégrante du projet. Ce réseau de chauffage à distance dessert la cité d'Onex en récupérant, comme son nom l'indique, la chaleur de l'usine d'incinération des Cheneviers.

Cette liaison de deux réseaux devrait permettre d'optimiser le projet sur le plan énergétique. La centrale sera éteinte durant l'été, lorsque la pollution à l'ozone est la plus importante. Elle ne tournerait qu'environ 200 jours par an. Soit en hiver, lorsque la demande thermique est maximale.

Durant l'été, l'interconnexion avec Cadiom suffirait à assurer la fourniture en chaleur – pour l'eau chaude des immeubles et pour quelques industries qui en ont besoin tout au long de l'année.

Profiter du chantier du tram

Les 283 GWh de courant produits par an représentent à peu près 10% de la consommation actuelle d'électricité du canton et équivalent à près de 60% du courant produit par le barrage de Verbois. De quoi alimenter quelque 78 000 ménages.

De même, au niveau de la chaleur produite, c'est la consommation de 30 000 habitants en chauffage et en eau chaude qui est ainsi assurée. Soit l'équivalent de 16 millions de litres de mazout économisés.

Si la procédure d'autorisation ne rencontre pas d'obstacles majeurs – ce qui n'est pas sûr, le projet ayant d'ores et déjà suscité quelques

craintes (lire ci-dessous) –, une demande d'autorisation de construire définitive suivra. La construction pourrait alors débuter en 2010 et la mise en service aurait lieu d'ici à 2012. Quant à la durée d'exploitation, elle pourrait s'étendre sur vingt-cinq ans.

Sur les 200 millions d'investissements, 120 concernent l'usine proprement dite. Quatre-vingts millions seront utilisés pour doter Meyrin d'un système de chauffage à distance. L'idée étant de profiter du chantier du tram pour poser quelques conduites supplémentaires permettant d'acheminer cette chaleur. |

LES SIG ENTENDENT COUVRIR 100% DES ÉMISSIONS DE CO₂ DE LA CENTRALE

L'objectif de la Confédération est de parvenir à la société à 2000 watts d'ici 2150. Ce qui est pour le moins lointain. Le canton et les Services industriels travaillent dans l'optique d'atteindre ce niveau de consommation dès 2050.

Cet objectif suppose de diviser notre facture énergétique actuelle par un peu moins de trois (*dans le canton de Genève, la consommation est d'environ 5200 watts par personne et par an, ndlr*).

«Cet objectif est ambitieux», relève Gilles Garazi, ingénieur environnement aux SIG. «Cela suppose de remplacer nos voitures

consommant 10 litres d'essence aux 100 kilomètres par des engins se contentant de 2 litres.» De même, pour les bâtiments, les standards minergie impliquent de passer de 10 litres de mazout par mètre carré et par an à 1,5 litre. La masse de déchets produits devrait, elle, passer de 350 kilos d'ordures par personne et par an à 150 kilos. Ceci en favorisant le recyclage.

Dans cette optique, les SIG se sont donc dotés d'une planification territoriale. C'est dans ce cadre que le potentiel de la région Lignon-Meyrin a été mis en exergue pour y installer une centrale chaleur-force. Si le projet se réalise, les SIG se sont d'ores et déjà engagés à compenser les 100% des émissions de CO₂ ainsi générées, alors qu'au regard de la loi, une couverture de 70% serait suffisante. Une partie de ces compensations sont liées au passage du mazout au gaz (soit 25% de CO₂ produit en moins). Avec, de surcroît, un rendement énergétique plus élevé du fait du couplage chaleur-force. Le solde se fera via des mesures d'isolation de bâtiments ou la promotion d'énergies renouvelables. Enfin, et sur ce point le débat risque d'être animé, il sera peut-être nécessaire de recourir à l'achat de certificats d'émission à l'étranger, les fameux permis de polluer qui font couler tant d'encre. PBH

Un dossier qui divise la classe politique

Le projet d'installation d'une centrale chaleur-force au Lignon a d'ores et déjà mobilisé quelques forces politiques. La section verniolane des radicaux a ainsi exprimé ses craintes. Celles-ci ont été relayées au niveau cantonal par les élus du grand vieux parti, via une motion estimant que d'autres pistes devaient aussi être explorées.

Petit tour d'horizon des positions prises par diverses formations et responsables politiques sur ce dossier.

•**Parti socialiste.** Roger De-
lines, membre de la Commission de l'énergie du Grand Conseil, est plutôt en faveur du projet. Ceci au nom «d'un pragmatisme fataliste». «Mais ma religion n'est pas faite», admet-il. «Si on me prouve qu'on peut se dispenser de cette installation en réalisant des économies d'énergie, je peux encore changer d'avis.» Et le socialiste de relever qu'à droite, les personnes hostiles à cette centrale se re-

crutent dans les rangs de ceux qui préfèrent l'option nucléaire et l'opposent à celle du gaz.

•**Parti libéral.** Francis Walpen, député et également membre de la Commission de l'énergie, admet le faible enthousiasme de son parti pour cette centrale. Mais, à titre personnel, il dit son intérêt pour ce projet. «Dans tous les cas, je compte bien amener cette question devant le caucus de notre parti à la fin du mois d'août», explique-t-il.

•**Parti radical.** Michel Ducret est député. Il a signé la motion critique à l'égard de la centrale. En ce qui le concerne, l'objectif était d'obtenir des informations. «Pour moi, le gaz reste une forme d'énergie de transition qui ne doit pas être négligée», explique-t-il. Architecte de formation, il estime toutefois que les économies d'énergie ne permettront pas de se passer de l'énergie fossile dans un avenir à cinquante ans.



• **Parti démocrate-chrétien.** François Gillet, membre de la Commission de l'énergie, trouve l'idée d'une centrale à gaz «plutôt positive». «Nous la défendrons en tant qu'énergie de transition.» Et de saluer le fait que le projet a été précisément pensé pour être amorti sur le moyen terme.

• **Union démocratique du centre.** Le député Eric Leyvraz est quasiment dithyrambique sur le projet. «Il faut du gaz et du nucléaire», estime-t-il.

• **Mouvement citoyens genevois.** Volontiers critique lorsque le sujet des SIG vient

sur le tapis, Eric Stauffer, président du MCG, ne tarit pas d'éloges. «C'est un excellent projet et parfaitement adapté à nos besoins.» Pour lui, le canton doit garantir des sources d'approvisionnement autonomes, «à l'instar de ce que fait Zurich». Le MCG voit d'un mauvais œil le rapprochement entre EOS (Electricité Ouest Suisse) et Atel. Cette fusion est vue comme une manière de privatiser des installations (comme par exemple les barrages), payées par les citoyens via leurs factures et aujourd'hui remises à des groupes financiers.

• **Les Verts.** Anne Mahrer, présidente des Verts, relève que, pour l'heure, son parti est opposé au projet. «On se propose d'investir quelque 200 millions dans une nouvelle centrale pour produire de l'énergie et pendant ce temps on ne met pas l'accélérateur sur les économies d'énergie», déplore M^{me} Mahrer. Mais elle admet que son parti est plutôt divisé sur la question, même si au niveau du caucus des Verts (qui regroupe les instances dirigeantes et les élus), le refus a été très net. «Nous allons agendrer une assemblée générale cet

automne pour trancher la question.»

• **La Coordination énergie.** Ce regroupement d'associations de défense de l'environnement, de syndicats et de partis de gauche n'a pas encore réussi à se mettre d'accord sur la question. A titre personnel, François Chappaz, secrétaire régional du WWF-Genève, dit son peu d'enthousiasme pour le projet. «C'est une manière de repousser à plus tard les indispensables efforts à faire pour mieux isoler nos bâtiments et passer aux énergies renouvelables.» PBH



Vers une centrale à gaz au Lignon?

Les Services industriels genevois aimeraient construire une centrale chaleur-force fonctionnant à gaz sur leur site du Lignon. Cette installation, au prix de 200 millions de francs, permettrait de desservir 30 000 ménages et de couvrir 10% des besoins en courant du canton. Politiquement, les avis divergent. Les radicaux ont déjà déposé une motion demandant que d'autres pistes soient explorées.